



Communiqué de presse
Mardi 10 novembre 2020

Discours d'Anne Hidalgo lors de la 4ème édition de la Conférence de Paris Rebâtir la confiance maintenant

Seul le prononcé fait foi

« Ce forum arrive au moment crucial où la victoire de Joe Biden que je veux saluer ici autorise à voir les États-Unis réinvestir les enceintes multilatérales. L'élection de Joe Biden c'est également le retour assuré des États-Unis dans l'accord de Paris.

L'élection de Joe Biden c'est enfin, si on analyse le scrutin, la prise de conscience par les électeurs des métropoles américaines des enjeux cruciaux du climat, de l'inclusion, de l'attention aux plus faibles. C'est ce dont témoigne, il me semble, le vote démocrate très majoritaire dans de nombreuses villes.

Le monde qui est sous nos yeux n'a jamais été aussi complexe à appréhender, aussi meurtri par une crise multiforme, il n'a jamais eu autant besoin du dialogue transatlantique dont vous êtes chacun des acteurs, que vous soyez chef d'entreprises, responsables politiques, économistes, journalistes.

Car la pire crise depuis la seconde guerre mondiale est là.

Les chiffres sont implacables : à ce jour dans le monde, plus de 1,1 million de personnes ont perdu la vie à cause de la pandémie du COVID et plus de 40 millions ont été infectées par le virus.

Selon les dernières projections de l'OCDE, 2020 connaîtra la pire récession des 60 dernières années, avec une contraction de l'économie mondiale de 4,5 %.

De nombreuses économies ne retrouveront pas les niveaux de production de 2019 avant 2022 au plus tôt. La crise a déjà fait disparaître les emplois créés depuis la crise financière mondiale de 2008.

Derrière ces chiffres, ces données brutes, globales, macroéconomiques, ce sont des drames humains dont nos villes sont hélas le théâtre : la fragilisation des plus vulnérables, des minorités, des réfugiés, des femmes, notamment celles victimes de violences lors des confinements.

Vous m'avez invitée à partager avec vous mes convictions et mes solutions pour rebâtir la confiance.

Je crois absolument à la confiance qui permet de se projeter dans l'avenir, de s'appuyer sur les autres, de faire reculer les peurs qui minent nos sociétés.

La confiance ne se décrète pas par la loi ni ne s'impose par la force.

Elle traduit la relation équilibrée, juste, transparente entre les pouvoirs et les citoyens, entre les autorités politiques et les acteurs économiques.

Le retour de la confiance passe par les pouvoirs locaux

Ma conviction est faite depuis longtemps ; c'est dans la déclinaison locale, dans la prise en compte des réalités au plus près des citoyens que se trouve la clé de politiques publiques qui réussissent.

Les villes et les Maires ont été en première ligne, c'était en leur sein que se développaient les clusters, c'était leur système de transport qu'il fallait adapter pour limiter la propagation du virus, c'était la sociabilité urbaine avec ses cafés, ses lieux de culture, sa vie étudiante, son tissu de travailleurs indépendants, ses petits commerces qui devaient se réinventer pour ne pas disparaître.

Dès le début de la crise, j'ai dû, avec mes homologues partout dans le monde, combiner mesures d'urgence de court terme tout en travaillant à la reconstruction à long terme. Nous avons dû réagir, rassurer, nous adapter, innover.

La coopération entre villes au niveau mondial, le partage de nos difficultés pour faire face à cette crise est fondamentale, notamment sous l'impulsion des grands réseaux comme le C40, Eurocities ou les Maires Champions de l'OCDE, initiative que j'ai la chance de présider.

Dès mars, les villes ont senti le besoin de s'entraider face à ce choc inédit. Et elles l'ont fait ; parfois avec plus de bon sens, plus de confiance que nous ne n'arrivions à le faire avec nos États.

De ces premières semaines de confinement, je retiens que le dialogue sans fard d'égal à égal, en toute transparence permet la confiance.

Face à cette seconde vague qui voit de ce côté-ci de l'atlantique tant de métropoles se confiner à nouveau , nous allons à nouveau partager nos réalités et nos solutions notamment pour sauver nos économies tout en protégeant les plus vulnérables et en nous assurant de l'acceptabilité par nos populations des mesures restrictives en terme de libertés publiques que la situation sanitaire impose d'instaurer avec le plus grand discernement.

Je le dis sans ambages: pour que la relance fonctionne, il faut que les Maires et dirigeants locaux soient chargés de mettre en œuvre sur le terrain les plans de relance des États et des Organisations régionales et internationales (discutés au G20, au sein de l'UE...).

J'appelle à une coordination totale entre les États, les institutions internationales (dont bien sûr les institutions financières) et les villes et gouvernements locaux. La confiance est à ce prix.

Pour que la confiance soit rétablie, il faut aussi qu'il y ait une justice. Il y a deux ans j'étais allé devant le tribunal de l'Union européenne pour demander que les villes puissent contester des normes édictées par l'Union si ces dernières dégradaient l'environnement. La justice européenne nous a donné raison. Elle a choisi la santé des européens, la préservation de notre environnement plutôt que la préservation des bénéfices de l'industrie du diesel. Cela a ouvert une voie sans précédent pour la justice climatique au niveau européen et mondial. On ne pourra plus faire sans les villes qui sont désormais des acteurs de la justice climatique et donc de la justice sociale.

La confiance passe par une relance verte, intelligente et qui ne laisse personne au bord du chemin.

Nous le savons, la transition écologique est plus urgente que jamais: c'est un moteur exceptionnel pour repositionner nos modèles économiques d'une façon qui soit moins prédatrice pour la planète, qui soit moins destructive pour l'environnement, qui soit créatrice de nombreux emplois, et qui soit plus respectueuse des générations futures et de ce que nous allons leur transmettre.

Cette transition écologique doit se combiner à la protection sans faille des plus fragiles. Il ne faut laisser personne de côté. Elle doit se concentrer sur des investissements au profit des transports publics, des hôpitaux publics, des infrastructures pour la mobilité douce, des énergies propres, et de l'éducation.

Elle doit aussi mobiliser tous les outils de la ville intelligente.

Elle permettra de mieux faire face aux futurs risques climatiques et sanitaires qui nous menacent.

Saisissons cette opportunité unique d'une relance verte pour enfin respecter les Accords de Paris dont nous célébrerons les cinq ans le 11 décembre à l'hôtel-de-ville et en virtuel.

Les Fonds de relance post COVID doivent être affectés à une relance verte !

Les toutes dernières études du C40 et des Nations Unies sont claires à ce sujet :

au sein des villes du C40, l'investissement des fonds de relance post COVID dans des solutions en faveur du climat permettrait de créer 50 millions d'emplois durables d'ici 2025, d'éviter 270000 décès prématurés et de générer 280 milliards de dollars de retombées économiques à l'échelle mondiale.

Je vous souhaite d'excellents travaux et espère que l'année prochaine nous pourrons nous réunir à nouveau à Paris et échanger de vive voix. Je vous remercie de votre attention. »

Contact presse : Service de presse - 01 42 76 49 61 – presse@paris.fr